La démocratie, la globalisation et l'exigence d'égalité entre les sexes ont remis au premier plan de la réflexion en sciences sociales la problématique Genre et médias en Afrique. Revisiter cette problématique c'est la replacer dans une perspective historique et politique qui permet d'appréhender sa connexion avec la question globale du développement en Afrique.

Le combat pour l'indépendance, dans sa dimension politique comme syndicale, n'a point négligé l'utilisation des médias, surtout de la presse écrite et ce, même si ceux qui avaient eu la chance d'aller à l'école coloniale étaient, à l'époque, bien peu nombreux.

Par la suite, peu après les indépendances, les médias ont joué un rôle de premier plan dans le dispositif de légitimation politique et idéologique de verrouillage progressif de la sphère publique dans nombre d'Etats africains. Les années de crise, ces fameuses « décades perdues » suite à la mise en œuvre des plans d'ajustement structurel (PAS), ont renforcé ce besoin de contrôle de la sphère publique qui a fini par déboucher sur ce que certains ont appelé la décompression autoritaire et d'autres la libéralisation politique. En effet, la paupérisation croissante des populations et la réduction drastique de leurs possibilités d'accès aux services sociaux (éducation, santé, etc.) ayant découlé des politiques de désengagement de l'Etat ont entrainé l'érosion de sa légitimité. Par la suite, la vague de démocratisation qui a soufflé sur le continent a entraîné un recouvrement de la liberté d'expression qui s'est traduit, entre autres, par une ouverture de l'espace médiatique.

Depuis, pluralisme politique et pluralisme médiatique caractérisent la pratique politique et citoyenne à des degrés divers sur le continent. Ainsi, nous sommes passés d'un contexte caractérisé par la toute puissance des médias d'Etat découlant notamment de leur monopole légal et/ou de fait sur l'espace public à une situation de large pluralisme médiatique. La séquence des partis uniques avait vu les médias d'Etat jouer un rôle de premier plan dans la production et la validation d'une vérité politique, culturelle et sociale qu'aucun mécanisme institutionnel ou politique n'arrivait à mettre en cause. Par contre, la libéralisation de l'espace médiatique et la multiplication des supports (presse écrite, télévision, radio) qui l'a accompagnée ont aidé à la construction d'une citoyenneté s'appuyant sur une information plurielle permettant aux citoyens de mieux prendre position par rapport aux politiques publiques et surtout d'ouvrir le débat sur une multitude de problématiques jusqu'alors taboues ou simplement ignorées. Les femmes ont été parmi les acteurs les plus visibles de ces périodes de bouleversement. Cependant, cette visibilité dans l'sphère publique ne s'est pas traduite en proportion égale dans les médias.

Selon des spécialistes, les femmes sont très rarement mentionnées dans les articles à contenu politique ou économique. Ce constat ne fait d'ailleurs que rejoindre les statistiques mondiales : 18% des personnes médiatisés ou plus exactement citées par les médias dans le monde sont des femmes, selon les mêmes sources. Elles occupent 5 fois moins de place que les hommes. Et c'est en Afrique ou leur place est la plus réduite : ces dernières années, elle est passée de 22 à 11%. D'une invisibilité constatée et dénoncée à une prise en compte de plus en plus affirmée et assumée, les femmes, comme le montrent les différentes approches du développement, ont créé, néanmoins, un nouvel horizon de liberté qui a fortement bénéficié de l'environnement international marqué par le plaidoyer pour l'égalité et l'équité. Dès lors, il est important de se pencher sur la manière dont les médias se sont redéfinis dans ce contexte de pluralisme et d'ouverture démocratique pour prendre en charge la nécessité de faire une place plus large aux femmes dans les médias

Si la réflexion en sciences sociales s'est souvent intéressée à la relation entre médias et démocratie et/ou gouvernance, elle a peu mis l'accent sur la dimension genre de cette question. L'UNESCO avait initié un large débat sur les femmes et les médias qui avait permis de discuter sur l'élimination des stéréotypes dans les médias et d'insister sur l'impérieuse nécessité de contrer les images et les traitements sous-valorisant des femmes dans les medias. Grace aux progrès réalisés par les technologies de l'information et de la communication, l'accès et ouvre de nouvelles possibilités pour la participation des femmes au monde de la communication et pour une diffusion plus soutenue d'informations sur elle.

Les médias participent-ils à la déconstruction des rapports d'inégalité de genre ou alors ne font-ils que reproduire des images stéréotypées de masculinité et féminité qui laissent intactes les relations de pouvoir entre les sexes ? Contribuent-ils, et comment, au renforcement des capacités citoyennes des femmes et participent-ils à la construction de leur leadership ou alors ne font-ils qu'aller dans le sens de l'idéologie dominante en n'intégrant pas la dimension genre et en n'œuvrant pas dans le sens de la visibilité des femmes ? Les médias alternatifs (radios communautaires, radios et télévisions privées, etc.) sont-ils plus sensibles à la dimension genre que les médias d'Etat ? Le Web, la blogosphère, les réseaux sociaux (Facebook, Twitter, etc.) offrent-ils de nouveaux espaces pour la prise de parole des femmes ou fonctionnent-ils à l'image des médias classiques ? Qu'en est-il de l'accès des femmes aux technologies de l'information et de la communication, ainsi que de la politique des états africains en matière de TIC qui sont axées sur la promotion de la femme et des questions de genre ?

Le pluralisme médiatique et la marchandisation de l'information ne constituent-ils pas un facteur aggravant des inégalités de genre entre les hommes et les femmes, en cristallisant davantage les images stéréotypées, surtout celles de la femme. Ce qu'on appelle aujourd'hui la presse people avec une utilisation des images dégradantes de la femme n'en est-elle pas une illustration ? Il y a peut-être lieu de voir également comment la disparité de genre dans les

médias avec une faiblesse numérique des femmes dans les sphères de décision de ces organes de presse se traduit aussi par une faible représentation de ces dernières dans les contenus. En effet, peut-il y avoir déconstruction des stéréotypes et de la réalité sociale si la position et le pouvoir de décision des femmes dans les médias restent un phénomène marginal ?

Ces différentes interrogations doivent trouver leur éclairage dans un contexte de globalisation où les technologies de l'information et de la communication (TIC) donnent une résonance particulière à l'interaction entre le local et le global, avec une fluidité jamais égalée dans la circulation des idées, des biens et des valeurs. Le nouvel horizon éthique qui en émane et qui impose l'égalité dans les relations de genre et le respect des droits humains donne fatalement une nouvelle mission et un nouveau pouvoir aux médias. Comment ces derniers appréhendent-ils la responsabilité qui est la leur pour aider à l'émergence de nouvelles féminités et masculinités dans des espaces démocratiques consolidés ? Telles sont quelques unes des questions auxquelles il est important de réfléchir dans le contexte africain.